

Arras le 10 janvier 2008



REPUBLIQUE FRANCAISE

ON SOLDE !

-GRANDE BRADERIE ELYSEENNE- TOUT DOIT DISPARAITRE, C'EST UNE QUESTION DE CIVILISATION !

**POUVOIR D'ACHAT
35 HEURES et RTT
CONTRAT DE TRAVAIL
SANTE PUBLIQUE
EMPLOIS
SALAIRES
HOPITAUX PUBLICS
HEURES SUP
FONCTIONNAIRES
CONDITIONS DE TRAVAIL**

SOLDES



ASSEZ!

le 24 janvier
tous dans
l'action



La fin d'année 2007 a été marquée par une accélération de la hausse des prix des biens et services de grande consommation : alimentation, fioul, gaz, essence, loyers, mais aussi la santé avec l'instauration des franchises médicales... Il n'y a que la feuille de paye qui reste inchangée !

Augmentez nos salaires

Le 24 janvier tous en grève !

Le ministre de la Fonction publique a dû reconnaître pour la première fois que certains fonctionnaires avaient perdu du pouvoir d'achat, mais il n'en a pas tiré les conclusions qui s'imposaient, à savoir une revalorisation générale des salaires.

Dans le privé, dans la plupart des conventions collectives, il n'y a eu aucune augmentation générale pour 2007 et les quelques mesures de la fonction publique ne sont même plus répercutées.

La fin des augmentations générales en perspective !

Le ministre de la Fonction publique a proposé lors de la dernière réunion avec les organisations syndicales un système de garantie individuelle au cas par cas de maintien du pouvoir d'achat par le versement d'une indemnité compensatrice. **C'est la première fois, dans l'histoire des négociations salariales dans la Fonction publique, qu'un gouvernement propose des mesures à caractère individuel et non plus collectives.**

La volonté du gouvernement est d'individualiser le traitement des fonctionnaires afin d'arriver à des rémunérations de gré à gré pour casser les déroulements de carrières et les règles collectives d'avancement. C'est une revendication du patronat, qui se voit satisfaite et qui a déjà débuté dans certaines conventions collectives.

Ces propositions inacceptables ont été rejetées par l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique.

Des appels unitaires à la grève sont lancés pour le jeudi 24 janvier aux fonctionnaires et assimilés. La fédération SUD santé-sociaux élargit cet appel à l'ensemble des salariés du privé du sanitaire et du social.

Pour SUD, les pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis 2000 dépassent les 7%. Les évolutions de carrière, progressions d'échelons, avancements de grades ne doivent pas être pris en compte pour le calcul du maintien du pouvoir d'achat, puisque qu'ils traduisent une amélioration des qualifications et ne touchent pas tous les salariés.

Les bas salaires sont particulièrement pénalisés par les hausses de prix plus importantes des dépenses courantes (alimentation, logement, chauffage, essence ...) incompressibles. Et déjà le ministère du budget annonce que l'inflation augmentera en 2008 !

De l'argent, il y en a !

Contrairement au discours mystificateur du gouvernement : "L'Etat serait en faillite", la France n'a jamais été aussi riche, mais la richesse n'a jamais aussi inégalement répartie !



La Fédération SUD santé-sociaux appelle

- à rechercher les convergences les plus unitaires possibles,
- à organiser un vrai service minimum dans les établissements.

Un préavis de grève national, public, privé est déposé par la fédération SUD santé-sociaux à partir du 24 janvier 00 H 00

SUD revendique une refonte totale des grilles de salaires et des déroulements de carrière pour tenir compte de l'évolution des formations et des qualifications :

- un salaire minimum à 1500 € net,
- 250 € pour tous au titre du rattrapage du pouvoir d'achat,
- des carrières linéaires sans barrage par la suppression des différents gr à l'intérieur d'une même profession,
- la suppression des clauses d'individualisation des salaires qui sont sources d'arbitraire,
- l'intégration des primes dans le salaire de base,
- le recrutement en CDI de tous les CDD et CAE employés sur emplois permanents.



Pour SUD, les problèmes de pouvoir d'achat et d'emplois concernent l'ensemble des salariés du public et du privé.

Il est indispensable de construire une action convergente public/privé pour exiger des revalorisations salariales identiques pour l'ensemble des salariés de notre secteur.

Heures supplémentaires : pas de marché de dupes !

Nous n'échangerons pas des augmentations de salaire contre un allongement du temps de travail !

Les discussions ouvertes par le ministère de la santé sur le paiement des heures supplémentaires et les comptes épargnes temps ne doivent pas faire diversion.

Au lieu de remédier au manque d'effectifs par des mesures de fond : revalorisation des salaires et des carrières, amélioration des conditions de travail, les réponses ministérielles tendent à supprimer les RTT comme vient de le confirmer le Président de la République.

Concernant, les reliquats dus, SUD exigera leur paiement (ou leur récupération) majoré de 25% et de 50% (comme toute heure supplémentaire) avec attribution du budget supplémentaire correspondant.

Mme Bachelot annonce une enveloppe de 700 millions d'euros pour le paiement du reliquat des heures supplémentaires et des comptes-épargne temps. (uniquement pour les hôpitaux publics) pour l'ensemble des personnels médicaux et non médicaux Cette somme serait prélevée en partie sur le fond de modernisation des établissements de santé. Les responsables des hôpitaux publics (FHF) indiquent que ces crédits sont déjà imputés à d'autres dépenses !

Le ministère de la santé a l'habitude d'annoncer des sommes conséquentes qui ne se retrouvent pas dans les établissements (précédemment plans urgences et gériatrie).

SUD revendique les moyens suffisants pour appliquer partout la réduction du temps de travail dans de bonnes conditions et éviter le recours systématique aux heures supplémentaires.

FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

Le ministre de la Fonction publique refuse toujours de mettre en oeuvre des mesures de rattrapage du pouvoir d'achat perdu par les personnels de la Fonction publique. S'il admet que pour 2009, il faudra ouvrir des discussions en amont de la préparation du budget, il nie la perte globale de pouvoir d'achat et refuse d'entendre les revendications des personnels, exprimées unanimement par les organisations syndicales, de mesures d'augmentation générale du traitement.

Au-delà des mesures salariales, les mesures annoncées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, les suppressions de postes et la casse annoncée du statut confirment la nécessité de construire les mobilisations nécessaires pour l'amélioration de nos rémunérations et pour la défense des services publics.

Mauvaise foi et mépris sur le pouvoir d'achat :

Sous l'apparence du dialogue social le ministre de la Fonction publique a semblé vouloir un temps répondre à la revendication des personnels pour l'ouverture de négociations salariales. Mais le 17 décembre, le ministre n'a sur la base de statistiques faussées, proposé que des mesures individuelles pour garantir le pouvoir d'achat des personnels. Loin de la demande unanime des organisations syndicales de mesures générales immédiates Eric Woerth s'est enfermé dans la logique de l'individualisation des rémunérations qui à terme cassera la grille des salaires. Or seule une mesure générale de revalorisation du point d'indice permettra d'assurer un réel maintien du pouvoir d'achat pour l'ensemble des personnels de la Fonction publique.

Volonté de destruction de la fonction publique

Les mesures présentées le 12 décembre dernier dans le cadre de la « modernisation des politiques publiques » sont le reflet de la pensée unique déclinée par Nicolas Sarkozy. Il s'agit de faire des économies en supprimant des services publics de proximité et d'adapter la fonction publique aux suppressions massives de poste programmées pour les prochaines années.

Au-delà, c'est une philosophie libérale qui veut s'appliquer et les mesures annoncées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) sont préjudiciables aux personnels comme aux usagers. Elles favoriseront la casse du statut de la Fonction publique et permettront de justifier par la suite les externalisations et les privatisations

- Pour l'amélioration des rémunérations de tous les personnels,
- Pour le rattrapage du pouvoir d'achat,
- Pour la défense de la fonction publique,
- Pour préserver un service public de qualité et de proximité,
- Pour préserver et améliorer le statut de la fonction publique et l'indépendance des personnels,

Le 24 janvier 2008, toutes et tous en grève !

SOLIDAIRES (SUD), la CGT et la FSU appellent à un rassemblement à 10H00 Place de la Gare à ARRAS.

LILLE Rassemblement Régional 14H30 Porte de Paris.

 03.21.21.13.36 (poste 31336) -  06.78.30.75.33
 syndicat.sud@ch-arras.fr - site : <http://sud.sante.arras.free.fr>